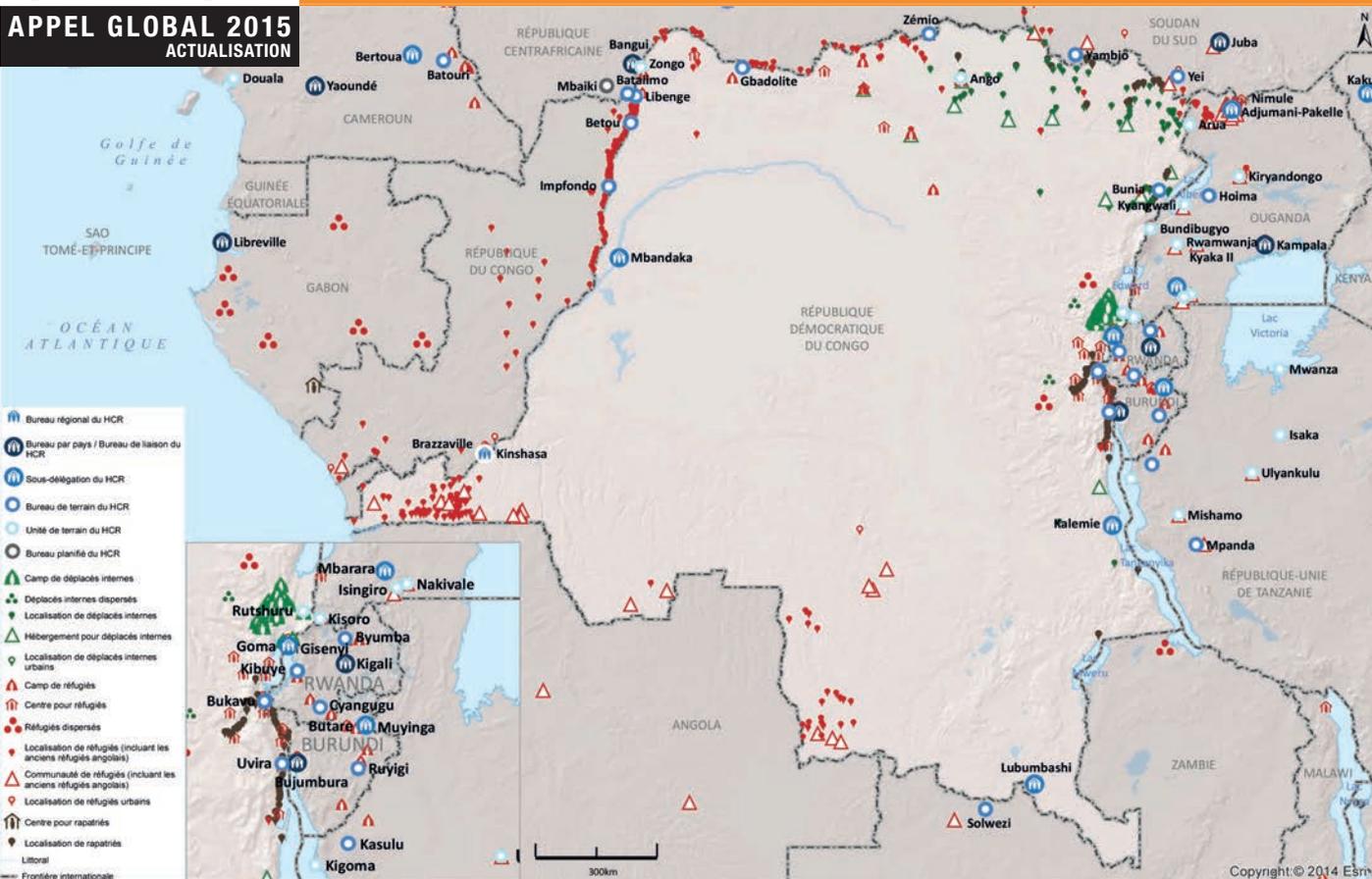




UNHCR

APPEL GLOBAL 2015 ACTUALISATION

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



| Présence prévue | |
|-------------------------------|-----|
| Nombre de bureaux | 10 |
| Total personnel | 438 |
| Effectif international | 72 |
| Effectif national | 319 |
| JEA | 3 |
| Volontaires des Nations Unies | 39 |
| Autres | 5 |

| Le plan 2015 en bref* | |
|---------------------------------|--|
| 3,8 millions | Personnes relevant de la compétence du HCR |
| 216,3 millions de dollars E.-U. | Besoins financiers globaux |
| 4 000 | Enfants sous-alimentés ciblés pour une alimentation complémentaire |
| 6 000 | Victimes de VSS ciblées pour bénéficier d'une réponse appropriée |
| 15 190 | Enfants enregistrés ciblés pour être inscrits à l'école primaire |
| 200 | Départs de réfugiés aux fins de réinstallation (estimation) |

* Tous les chiffres sur les personnes relevant de la compétence du HCR se réfèrent à des projections pour la fin 2015 réalisées à partir d'informations disponibles au moment de la planification (mi-2014).

| Aperçu |

Environnement opérationnel

- La République démocratique du Congo (RDC) est caractérisée par un conflit persistant, des infrastructures délabrées ou inexistantes et des problèmes logistiques considérables – et tous ces éléments conjugués rendent l'accès aux réfugiés et aux autres populations relevant de la compétence du HCR très difficile. En raison principalement du conflit qui trouble les régions orientales du pays, environ 430 000 réfugiés originaires de RDC sont toujours exilés dans des pays limitrophes, notamment le Burundi, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda.
- En août 2014, environ 70 000 réfugiés originaires de la République centrafricaine (RCA), ayant fui en raison de la dégradation de la situation dans leur pays, ont bénéficié des activités de protection et d'assistance du HCR en RDC, tout comme des réfugiés originaires du Burundi et du Rwanda.
- L'ampleur des déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de la RDC reste considérable. Quelque 2,7 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en 2014 du fait de la poursuite du conflit armé dans l'Est. Le HCR est chef de file du module de la protection, ainsi que du module des abris, et joue un rôle important dans les groupes de travail du module de la gestion des camps et de la coordination des camps (CCM).

- Des accords tripartites ont été conclus avec des pays limitrophes en prévision du rapatriement librement consenti des réfugiés congolais (RDC) mais

l'insécurité persistante s'oppose à des rapatriements massifs dans l'est de la RDC.

Personnes relevant de la compétence du HCR

Les principaux groupes relevant de la compétence du HCR en 2015 sont formés de réfugiés centrafricains ayant fui l'insécurité et la violence qui troublaient leur pays ; de déplacés internes vivant dans des camps ou des familles d'accueil, chassés par le conflit armé en cours dans l'Est ; de réfugiés angolais qui résident en RDC et qui

n'ont pas opté pour le rapatriement librement consenti lors de l'application des clauses de cessation ou ont été exemptés ; de réfugiés rwandais vivant dans l'est de la RDC ; et d'anciens réfugiés rapatriés de pays limitrophes, en particulier du Burundi, du Congo, de l'Ouganda et de République centrafricaine.

Chiffres prévisionnels

| Type de population | Origine | Janv. 2015 | | Déc. 2015 | |
|---|---------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------------------|
| | | Total dans le pays | Nb personnes assistées par le HCR | Total dans le pays | Nb personnes assistées par le HCR |
| Réfugiés | Rép. centrafricaine | 75 000 | 25 000 | 50 000 | 30 000 |
| | Rwanda | 129 440 | 20 000 | 109 440 | 20 000 |
| | Pays divers | 2 150 | 2 150 | 2 240 | 2 240 |
| Demandeurs d'asile | Burundi | 280 | 280 | 190 | 190 |
| | Rwanda | 110 | 110 | 140 | 140 |
| | Somalie | 20 | 20 | 20 | 20 |
| | Pays divers | 130 | 130 | 110 | 110 |
| Réfugiés rapatriés durant l'année | Rép. dém. du Congo | 53 640 | 53 640 | 41 100 | 41 100 |
| Déplacés internes | Rép. dém. du Congo | 2 658 000 | 1 860 600 | 2 658 000 | 1 860 600 |
| Déplacés internes rentrés durant l'année | Rép. dém. du Congo | 932 060 | 652 440 | 932 060 | 652 440 |
| Autres | Angola | 40 000 | 40 000 | - | - |
| Total | | 3 890 830 | 2 654 370 | 3 793 290 | 2 606 840 |

| Réponse |

Besoins et stratégies

En 2015, les réfugiés centrafricains bénéficieront d'une protection et d'une assistance multisectorielle dans les camps et les communautés d'accueil, s'il est possible d'y accéder. Pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, une attention particulière sera accordée aux activités de renforcement de l'autosuffisance et des moyens de subsistance. À partir d'une étude nutritionnelle prévue en juin 2015, une stratégie différenciée sera élaborée et mise en œuvre pour réduire la dépendance, moyennant la diminution de l'aide alimentaire offerte aux réfugiés.

Le rapatriement des réfugiés angolais accueillis en RDC devrait prendre fin au 30 juin 2015. Parallèlement, le HCR poursuivra le processus destiné à intégrer sur place les réfugiés angolais restants, en prévoyant de se désengager d'ici 2016.

Les réfugiés continueront d'être enregistrés et de recevoir des documents qui améliorent leur protection. En 2015, la recherche et la mise en œuvre de solutions durables adéquates seront au cœur de l'action du HCR en RDC; dans le même temps, l'Organisation continuera à s'assurer que les personnes qui demandent la protection internationale ont accès en permanence à l'asile et que le principe de non-refoulement est respecté à leur égard. Le HCR travaillera avec le Gouvernement et les communautés pour minimiser les risques de violence sexuelle et sexiste et d'autres violations des droits fondamentaux. De concert avec les autorités, il cherchera également à assurer le caractère civil de l'asile.

Par une action de proximité et un travail avec la société civile, le HCR soutiendra également la protection fondée

sur la collectivité et l'autonomisation des ménages de réfugiés urbains qui ont des besoins particuliers.

L'Organisation continuera à rechercher des solutions pour les réfugiés congolais (République du Congo) et rwandais, dans le cadre des accords tripartites existants et de la stratégie globale pour la situation des réfugiés rwandais.

Afin de faciliter la réintégration des rapatriés en RDC, le HCR entend promouvoir la coexistence pacifique en menant des activités de réconciliation et de résolution des conflits dans les communautés locales, et solliciter et encourager l'engagement d'autres institutions onusiennes et d'acteurs du développement ; dans le même temps, il subviendra aux besoins essentiels en matière de santé, d'hébergement et d'éducation dans le cadre d'un dispositif de protection global.

La stratégie en faveur des déplacés internes sera fondée sur des efforts destinés à aider les autorités à promulguer une loi les concernant et, si possible, à apporter un soutien technique et opérationnel, de concert avec tous les acteurs compétents présents dans le pays, pour faciliter sa mise en œuvre. Le HCR encouragera également la protection fondée sur la collectivité, en collaboration avec l'éventail complet des partenaires, et appuiera la création d'un environnement propice aux retours. Le rôle de coordination du HCR au sein du module de la protection visera comme précédemment à renforcer les activités, les projets et les efforts de sensibilisation liés à la protection, en veillant tout particulièrement à ce que les déplacés soient protégés de la violence sexuelle et sexiste, ainsi que des effets physiques et psychologiques du conflit. Le HCR participe à une stratégie nationale de lutte contre la violence sexuelle et sexiste, en coordonnant des groupes de travail sur la prévention de ces violences et en mettant en œuvre l'approche pour un accès sans risques aux combustibles et à l'énergie (SAFE).

Objectifs et cibles prioritaires en 2015

Le tableau suivant illustre par des exemples quelques-unes des principales activités prévues en 2015.

À l'aide d'une sélection d'objectifs, issus des plans du HCR pour le programme de l'exercice 2014-2015, ce tableau est destiné à illustrer :

- ce qui a été prévu (**Activités prévues**) – lors du processus de planification et de hiérarchisation consécutif à l'évaluation des besoins globaux – pour des groupes particuliers relevant de la compétence du HCR ;
- les besoins identifiés qui peuvent être couverts moyennant l'intégralité et la flexibilité du financement (**Cible globale en 2015**) ;
- les besoins qui ne seront peut-être pas pris en charge si les fonds mis à disposition sont inférieurs au budget approuvé par le Comité exécutif (**Écart potentiel**). L'estimation de l'écart potentiel est fondée sur l'évaluation par l'opération dans le pays de l'impact probable d'un manque de financement global. Les calculs sont basés sur divers critères, notamment le contexte, les priorités stratégiques et les ressources

qui ont été mises à disposition les années précédentes pour les différents domaines d'activité.

Les activités concernant les objectifs relatifs à la protection de l'enfance (y compris la détermination de l'intérêt supérieur), à l'éducation et à l'action contre la violence sexuelle et sexiste (prévention et réponse), relèvent de domaines fondamentaux, considérés comme prioritaires lors de l'allocation des fonds (**Domaine prioritaire**). Afin d'être en mesure d'allouer les fonds avec souplesse, le HCR invite ses donateurs à verser des contributions non affectées.

Il convient de préciser que dans certains cas, l'impossibilité d'atteindre les cibles relatives à l'exécution d'activités ou à la prestation de services n'est pas due à un financement insuffisant mais à d'autres causes, par exemple le manque d'accès aux personnes relevant de la compétence du HCR, la non-déclaration des cas, l'évolution de la situation, les problèmes de sécurité, le manque de moyens pour exécuter la totalité des programmes planifiés, etc. Le Rapport global 2015 expliquera, le cas échéant, les raisons pour lesquelles telle ou telle cible n'a pas été atteinte.

| Activités prévues | Personnes relevant de la compétence du HCR | Cible globale en 2015 | Écart potentiel |
|--|--|-----------------------|---------------------|
| BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS | | | |
| État de santé de la population amélioré | | | |
| En 2015, le HCR et ses partenaires prévoient d'assurer l'accès aux médicaments essentiels et aux soins de santé primaires pour les réfugiés centrafricains les plus vulnérables, ainsi que d'aider ceux-ci à s'installer temporairement en RDC. | | | |
| Nombre de structures de santé équipées/ construites/ rénovées | Réfugiés centrafricains | 4 | Aucun écart |
| Abris et infrastructures construits, améliorés et entretenus | | | |
| Le HCR et ses partenaires prévoient d'accroître la construction et l'allocation d'abris, de sorte qu'un grand nombre de familles réfugiées et de ménages de déplacés internes vulnérables aient accès à des logements convenables. | | | |
| Nombre de lots d'outils et de matériaux fournis pour l'entretien des abris | Réfugiés centrafricains | 9 372 | 4 685 |
| Nombre d'abris provisoires fournis | Déplacés internes | 7 130 | 5 751 |
| Articles de première nécessité fournis | | | |
| Le HCR et ses partenaires prévoient de continuer à acheter et à distribuer des articles de première nécessité afin d'assurer des conditions de vie convenables aux ménages de réfugiés centrafricains pendant leur installation temporaire dans le pays. | | | |
| Nombre de femmes munies de protections périodiques | Réfugiés centrafricains | 4 400 | Aucun écart |
| Nombre de ménages recevant des articles de première nécessité | Réfugiés centrafricains | 15 000 | 4 000 |
| La population bénéficie d'un accès optimal à l'éducation | | | |
| Le HCR et ses partenaires prévoient d'accroître le nombre de structures éducatives construites et entretenues afin d'améliorer l'accès de tous les enfants réfugiés accueillis dans des camps à l'enseignement. | | | |
| Nombre de structures éducatives construites ou améliorées | Réfugiés centrafricains | 5 | Domaine prioritaire |
| SOLUTIONS DURABLES | | | |
| Potentiel en matière de rapatriement librement consenti réalisé | | | |
| Le HCR et ses partenaires prévoient de poursuivre le rapatriement librement consenti, sûr et digne des réfugiés originaires du Rwanda et d'autres pays qui vivent dans des zones rurales et souhaitent rentrer. | | | |
| Nombre de personnes qui bénéficient de services de transport assurant leur rapatriement dans la sécurité et la dignité | Réfugiés rwandais | 40 000 | 20 000 |
| PROCESSUS DE PROTECTION ET DOCUMENTS ADÉQUATS | | | |
| Qualité de l'enregistrement et du profilage améliorée ou maintenue | | | |
| En 2015, le HCR et ses partenaires prévoient de poursuivre l'enregistrement des nouveaux arrivants centrafricains ; d'enregistrer les réfugiés rwandais vivant en milieu rural, de garantir leur protection et de leur permettre de bénéficier de solutions durables. | | | |
| Nombre de personnes enregistrées à titre individuel avec le minimum de données requises | Réfugiés centrafricains | 37 500 | Aucun écart |
| Nombre de personnes enregistrées à l'aide de méthodes d'enregistrement de proximité | Réfugiés ruraux | 6 038 | 3 019 |
| SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION | | | |
| Risque de violence sexuelle et sexiste réduit et qualité de la réponse améliorée | | | |
| En 2015, le HCR et ses partenaires prévoient d'accroître les activités de formation et d'assistance juridique auprès de leurs partenaires au sein des services gouvernementaux ou de la société civile, afin de renforcer leur capacité à répondre à la VSS. L'Organisation et ses partenaires entendent également renforcer la prévention et la réponse communautaire en matière de VSS, tout en améliorant l'orientation des victimes sur les services compétents. | | | |
| Nombre de comités/groupes communautaires travaillant sur la prévention et la réponse en matière de VSS | Déplacés internes | 500 | Domaine prioritaire |
| Nombre de victimes impliquées dans des activités génératrices de revenus et professionnelles | Déplacés internes | 3 600 | Domaine prioritaire |

Coordination

En 2015, le principal partenaire gouvernemental du HCR en RDC sera comme précédemment la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), au sein du ministère de l'Intérieur, en particulier dans les domaines de l'enregistrement des réfugiés et de l'assistance en leur faveur.

En qualité de chef de file des modules de la protection et des abris dans le contexte du déplacement interne, le HCR poursuivra sa collaboration avec les partenaires

nationaux et internationaux présents dans le pays et continuera de contribuer au renforcement des capacités des ONG partenaires.

En tant que chef de file du pilier « Protection et Prévention » de la stratégie nationale de lutte contre la violence sexuelle et sexiste en RDC, le HCR continuera à coordonner les groupes de travail sur la protection et la prévention en RDC orientale, et à conduire la stratégie SAFE conjointement avec le ministère du Genre.

Partenaires

Partenaires d'exécution

ONG :

Agence de développement économique et social, Agir pour le genre, Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement, Actions et Interventions pour le développement et l'encadrement social, *African Initiatives for Relief and Development*, *Cooperazione Internazionale*, Encadrement des réfugiés urbains de Kinshasa, *International Emergency and Development Aid*, INTERSOS, Mouvement international des droits de l'enfant, de la femme, de l'homme veuf et de leur promotion sociale, *Search for Common Ground*, Terre Sans Frontières, *Women for Women International*

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux :

Commission nationale pour les réfugiés

Autres :

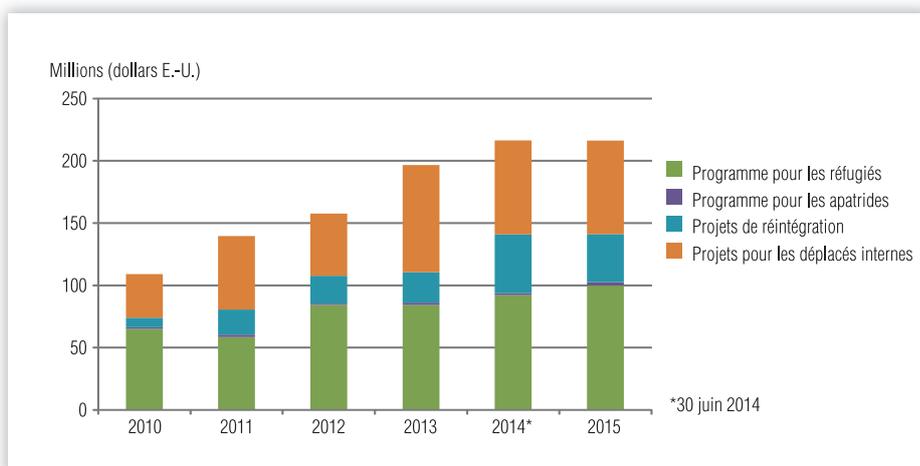
FAO, FNUAP, OMS, ONU-Femmes, PAM, UNICEF

| Informations financières |

Les besoins financiers de l'opération du HCR en RDC ont augmenté, passant de 139,6 millions de dollars E.-U. en 2011 à 216,4 millions au titre du budget révisé de 2014. Cette hausse était principalement due à l'afflux incessant de réfugiés centrafricains, au déplacement continu de personnes à l'intérieur du pays et au rapatriement de réfugiés congolais (RDC) accueillis dans des pays limitrophes.

En 2015, les besoins financiers sont chiffrés à 216,3 millions de dollars E.-U., en prévision de l'augmentation du nombre de réfugiés centrafricains. L'impossibilité de satisfaire des besoins dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des articles non alimentaires, des abris et de l'éducation, aurait des conséquences négatives sur le mandat de protection du HCR et exposerait les réfugiés à l'exploitation et à la violence sexuelle et sexiste.

Budget pour la République démocratique du Congo | 2010–2015



Budget 2015 pour la République démocratique du Congo | dollars E.-U.

| Répartition budgétaire | PILIER 1 Programme pour les réfugiés | PILIER 2 Programme pour les apatrides | PILIER 3 Projets de réintégration | PILIER 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|---|---|--|--|--|--------------------|
| Budget révisé 2014 (30 juin 2014) | 92 148 957 | 1 647 481 | 47 129 091 | 75 435 705 | 216 361 233 |
| Environnement de protection favorable | | | | | |
| Instruments régionaux et internationaux | 0 | 440 482 | 0 | 873 997 | 1 314 479 |
| Droit et politique générale | 9 021 | 904 482 | 0 | 368 997 | 1 282 500 |
| Accès à l'assistance juridique et recours | 412 946 | 0 | 310 932 | 0 | 723 878 |
| Accès au territoire et réduction du risque de refoulement | 53 604 | 0 | 0 | 0 | 53 604 |
| Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge | 863 855 | 0 | 489 864 | 353 997 | 1 707 716 |
| Sous-total | 1 339 426 | 1 344 965 | 800 797 | 1 596 991 | 5 082 178 |
| Processus de protection et documents adéquats | | | | | |
| Conditions d'accueil | 0 | 0 | 395 932 | 0 | 395 932 |
| Enregistrement et établissement de profils | 1 839 785 | 0 | 0 | 1 185 995 | 3 025 780 |
| Procédures de détermination du statut | 179 082 | 0 | 0 | 0 | 179 082 |
| Documents individuels | 122 051 | 0 | 305 428 | 0 | 427 479 |
| Enregistrement et document d'état civil | 1 526 322 | 1 351 810 | 985 385 | 995 494 | 4 859 011 |
| Sous-total | 3 667 240 | 1 351 810 | 1 686 745 | 2 181 489 | 8 887 284 |
| Sécurité face à la violence et à l'exploitation | | | | | |
| Protection contre la criminalité | 630 674 | 0 | 0 | 0 | 630 674 |
| Protection contre les conséquences du conflit armé | 594 689 | 0 | 0 | 8 773 192 | 9 367 882 |
| Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse) | 3 001 743 | 0 | 1 414 661 | 3 211 989 | 7 628 393 |
| Protection des enfants | 826 123 | 0 | 0 | 823 997 | 1 650 120 |
| Sous-total | 5 053 230 | 0 | 1 414 661 | 12 809 178 | 19 277 069 |
| Besoins de base et services essentiels | | | | | |
| Santé | 3 035 081 | 0 | 1 529 296 | 0 | 4 564 377 |
| Santé procréative et services liés au VIH | 1 879 729 | 0 | 896 864 | 664 995 | 3 441 589 |
| Nutrition | 1 280 796 | 0 | 0 | 0 | 1 280 796 |
| Sécurité alimentaire | 3 287 223 | 0 | 0 | 0 | 3 287 223 |
| Eau | 2 628 776 | 0 | 0 | 0 | 2 628 776 |
| Assainissement et hygiène | 2 806 182 | 0 | 0 | 0 | 2 806 182 |
| Abris et infrastructure | 2 829 257 | 0 | 3 921 431 | 23 038 934 | 29 789 622 |
| Articles ménagers et articles de base | 1 525 067 | 0 | 421 114 | 0 | 1 946 181 |
| Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques | 131 864 | 0 | 1 675 932 | 211 998 | 2 019 795 |
| Éducation | 2 552 705 | 0 | 417 123 | 0 | 2 969 828 |
| Sous-total | 21 956 680 | 0 | 8 861 761 | 23 915 928 | 54 734 369 |
| Autonomisation et autogestion communautaires | | | | | |
| Mobilisation communautaire | 415 264 | 0 | 1 470 635 | 585 995 | 2 471 894 |
| Coexistence avec les communautés locales | 1 976 500 | 0 | 836 864 | 1 222 936 | 4 036 300 |
| Autosuffisance et moyens d'existence | 2 362 481 | 0 | 4 435 932 | 0 | 6 798 413 |
| Sous-total | 4 754 245 | 0 | 6 743 431 | 1 808 931 | 13 306 607 |
| Solutions durables | | | | | |
| Stratégie de solutions globales | 1 083 740 | 0 | 0 | 9 102 577 | 10 186 317 |
| Retour volontaire | 5 596 052 | 0 | 0 | 775 995 | 6 372 047 |
| Réintégration | 0 | 0 | 1 150 997 | 0 | 1 150 997 |
| Intégration | 1 434 739 | 0 | 0 | 0 | 1 434 739 |
| Réinstallation | 711 073 | 0 | 0 | 0 | 711 073 |
| Sous-total | 8 825 604 | 0 | 1 150 997 | 9 878 573 | 19 855 174 |

| Répartition budgétaire | PILIER 1 Programme pour les réfugiés | PILIER 2 Programme pour les apatrides | PILIER 3 Projets de réintégration | PILIER 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|---|---|--|--|--|--------------------|
| Direction, coordination et partenariats | | | | | |
| Coordination et partenariats | 292 988 | 0 | 1 506 593 | 326 397 | 2 125 978 |
| Gestion et coordination des camps | 1 136 465 | 0 | 0 | 10 723 997 | 11 860 462 |
| Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources | 1 139 325 | 0 | 731 897 | 387 458 | 2 258 679 |
| Sous-total | 2 568 778 | 0 | 2 238 490 | 11 437 852 | 16 245 119 |
| Appui à la logistique et aux opérations | | | | | |
| Logistique et chaîne d'approvisionnement | 45 963 991 | 0 | 10 495 797 | 10 507 595 | 66 967 383 |
| Gestion des opérations, coordination et appui | 5 752 389 | 0 | 5 153 976 | 1 037 994 | 11 944 358 |
| Sous-total | 51 716 380 | 0 | 15 649 772 | 11 545 589 | 78 911 741 |
| Budget total 2015 | 99 881 583 | 2 696 775 | 38 546 652 | 75 174 531 | 216 299 541 |

Inclut les activités au Gabon et en République démocratique du Congo (DRC).